

Stratégie énergétique : la nouvelle épreuve de Lecornu

●●● Suite de la page 1

en mer, la photovoltaïque, la géothermie. Egalement sur l'éolien terrestre, mais [...] la priorité sera donnée à la remotorisation des parcs existants avec des turbines plus puissantes pour éviter le mitage des paysages. » Une réflexion est aussi lancée sur « des incitations pour accélérer l'électrification des usages ».

Mais comment ce dossier d'apparence technique - PPE 3, on a connu intitulé plus vendeur - est-il devenu politiquement si inflammable ? « Que le Premier ministre s'en occupe personnellement est la preuve que si ça ne passe pas aujourd'hui, il n'y aura plus d'espace jusqu'en 2027. C'est la dernière fenêtre », explique un expert du secteur. Et si le RN arrive au pouvoir à ce moment-là, adieu les énergies renouvelables... « Il est devenu évident que le RN fera de l'énergie un grand thème de l'élection présidentielle, et pour ça ils ont besoin d'un discours simpliste qui est l'arrêt des renouvelables et la fierté française sur le nucléaire », explique ce spécialiste.

Depuis un an, le mix énergétique de la France a été instrumentalisé par tous les partis politiques. Le RN et les Républicains pourfendent les subventions aux énergies renouvelables et n'ont que le nucléaire à la bouche. A gauche de l'hémicycle, on réclame au contraire de continuer à soutenir massivement le développement de l'éolien et du solaire, avec, parfois, une opposition à la construction de nouveaux réacteurs. Deux événements ont brisé le consensus mou qui a prévalu un temps sur le mix énergétique

« L'énergie est un sujet politique au sens noble du terme ; mais il n'y a pas de raison qu'elle soit de droite ou de gauche, d'autant que c'est un sujet du temps long qui nécessite une continuité d'action au-delà des alternances »

français : la crise énergétique de 2022 a souligné nos dépendances à la Russie et aux Etats-Unis ; et la consommation d'électricité plus faible que prévu ravive les rivalités entre filières.

Mais Sébastien Lecornu « est visiblement un homme très décidé, il nous a dit qu'il y avait une fenêtre pour trouver rapidement une fin sans mélodrame », résume Daniel Bour, président d'Enerplan, syndicat de l'énergie solaire renouvelable. Vendredi, le Premier ministre a reçu personnellement, deux heures durant, les représentants des énergies renouvelables. Une première depuis 2014 et le gouvernement de Manuel Valls.

Censure. L'idée du rendez-vous était de s'assurer de leur soutien. « Notre travail sera de convaincre les députés que si les filières sont unanimement satisfaites, il n'est pas nécessaire de censurer le gouvernement », explique Jules Nyssen, président du Syndicat des énergies renouvelables (SER). « Je pense en particulier aux Verts pour qui la question du nucléaire est problématique. Mais si on veut plus de renouvelables, il faut une PPE. »

Faute d'appels d'offres publics, le secteur des renouvelables a marqué l'arrêt depuis six mois, si bien que les salariés de grandes entreprises appellent à manifester mardi dans plusieurs villes et devant l'Assemblée nationale. « En fonction du timing, cette manifestation peut nous tirer une balle dans le pied », redoute Floriane de Brabantère, présidente de la Fédération nationale de l'énergie solaire (FNES). « Alors que nous, les filières, disons, "ça passe, on y va", des partis comme LFI et les Ecologistes sont capables de dire "non, on veut plus de volumes". Or stratégiquement c'est maintenant ou jamais, des plans sociaux sont enclenchés. »

Les acteurs du nucléaire vont-ils convaincre leurs propres défenseurs à droite de l'hémicycle ? Les trois entreprises convoquées vendredi à Matignon, EDF, Orano et Framatome, « sont détenues à 100% par l'Etat, observe Jules Nyssen. Donc si on leur demande de jouer le jeu, je ne vois pas pourquoi elles ne le feraient pas. »

« L'énergie est un sujet politique au sens noble du terme ; mais il n'y a pas de raison qu'elle soit de droite ou de gauche, d'autant que c'est un sujet du temps long qui nécessite une continuité d'action au-delà des alternances », commente Valérie Faudon, déléguée générale de la Société française d'énergie nucléaire.

Depuis fin 2023, quatre gouvernements successifs - Elisabeth Borne, Gabriel Attal, Michel Barnier, François Bayrou - ont échoué à publier la PPE. « L'histoire se répète à chaque fois, explique Floriane de Brabantère. D'un extrême à l'autre, c'est pareil : les partis prennent en otage



SIPA PRESS

Ces dernières semaines, les députés insoumis et écologistes ont émis des avertissements dans le cas d'un ralentissement du déploiement de panneaux solaires et d'éoliennes.

l'énergie et la PPE pour crier au scandale, dire qu'ils feraient mieux, et faire peur aux gouvernements avec des motions de censure. »

Cette fois-ci, Sébastien Lecornu jure que c'est la bonne. Le Normand y a un intérêt. Il veut démontrer que des grandes décisions peuvent être prises avant 2027. Et, accessoirement, faire taire les candidats à la présidentielle, de Gabriel Attal à Edouard Philippe. Eux assurent qu'aucune réforme d'ampleur ne sera menée avant mai 2027. Faux, veut prouver le Premier ministre, qui cherche à changer d'échelle : passer du court terme (le budget) à l'horizon 2050 (les futures centrales nucléaires). « Nos parents et grands-parents ont construit les centrales, nous construisons trente ans d'énergie à venir », soutient Roland Lescure.

« En théorie, il faudrait se réjouir que les responsables politiques se saisissent du sujet, confie un expert du secteur. Ce ne sont pas que des choix techniques, mais économiques, de mode de vie, d'organisation de la société avec des montants colossaux d'argent. Mais il faut que le débat soit dépassionné et que les éléments factuels ne fassent pas l'objet d'enfumage technique, ce qui est trop souvent le cas. »

@JadeGrandin X mdeprieck X

EDF s'inquiète d'une modulation intensive de son parc nucléaire

Avec la nouvelle planification de l'énergie (PPE3) et le grand plan d'électrification des usages promis par le gouvernement, le rapport d'EDF sur les effets de la modulation de son parc nucléaire est le troisième document « chaud » de ce début d'année. Si le gouvernement s'apprête à communiquer sur les deux premiers, le troisième a été prudemment remis. Le sujet est politiquement (très) sensible puisqu'il traite de la coexistence du nucléaire et des renouvelables. « Le rapport sur la modulation n'est pas achevé. Tout un pan sur les coûts de maintenance additionnels qu'elle représente pour le nucléaire, le thermique et l'hydraulique reste à chiffrer », commente l'énergéticien.

Le document, révélé par *La Tribune* la veille du week-end, recense les motifs d'inquiétude du groupe face à la multiplication des épisodes de baisse de puissance, voire de mises à l'arrêt temporaires, imposées aux réacteurs du parc fran-

Le groupe pointe les mises à l'arrêt de réacteurs, qui ont sensiblement augmenté depuis deux ans, plus dommageables pour les équipements que les simples baisses de puissance

çais. La consommation nationale d'électricité est faible, alors que la production des renouvelables (solaire, éolien) augmente. Le nucléaire doit s'ajuster, et ce n'est pas sans risque et sans coût.

L'énergie nucléaire est pilotable, c'est l'un de ses grands atouts. EDF peut brider, voire stopper ses réacteurs à la demande. Mais l'intensité et la fréquence de cette modulation se sont considérablement amplifiées à partir de 2024, sur fond de déséquilibre croissant entre l'offre et la demande d'énergie, qui a généré de nombreuses phases de prix négatifs de l'électricité.

De Tondelier à Bardella, tout le monde promet l'écologie heureuse

APRÈS L'ÉCOLOGIE PUNITIVE, voici venu le règne de l'écologie positive ! Réunis jeudi soir au World Impact Summit, le « sommet des solutions à impact positif » à la Grande halle de la Villette, à Paris, les responsables des principaux partis politiques ont déroulé leurs propositions en matière d'écologie, en vue de 2027. D'Eric Coquerel (LFI) et Marine Tondelier (Verts) à Michel Barnier (LR) et Jordan Bardella (RN) en passant par Raphaël Glucksmann (Place Publique), Gabriel Attal (Renaissance) et Bérangère Abba (Horizons), la plupart avaient choisi, pour parler d'ambition verte, de chauffer leurs lunettes roses.

« L'écologie c'est aussi de l'infini, une science, l'étude des interdépendances, des écosystèmes, de l'infini des relations, des solutions, c'est hyper riche, émancipateur, joyeux », a lancé Marine Tondelier à l'auditoire l'ayant accueilli avec des applaudissements. La secrétaire nationale des Ecologistes a ainsi reconnu que « le défaut des écologistes est qu'on a tellement envie d'alerter qu'on parle souvent d'effondrement, des limites planétaires. Et ce que nous disons est vrai, il faut le dire. » Mais son parti nie toute responsabilité dans une écologie dite punitive : « ceux qui punissent les Français ne sont pas les écologistes, ce n'est pas moi qui ai écrit les normes françaises et européennes sans [me] préoccuper de la justice sociale », a-t-elle taclé.

Autoroutes à crapauds. Un reproche que n'a pas pris pour lui l'ex-Premier ministre Gabriel Attal, désormais président du groupe Ensemble pour la république (EPR) à l'Assemblée nationale. « Il faut accélérer la transition en accompagnant les Français plutôt qu'en les brutalisant », a-t-il prôné, vantant les mérites du leasing social et d'un « compte carbone ». Et de critiquer « un certain nombre de décisions qui ont été prises au début du précédent quinquennat » ayant déclenché le mouvement des Gilets jaunes.

Comment faire alors ? « Soyons ultra-radicaux sur les objectifs et très pragmatiques sur les moyens », a recommandé Raphaël Glucksmann au nom de Place Publique et du PS. De son côté, l'ex-secrétaire d'Etat à la Biodiversité Bérangère Abba, secrétaire générale déléguée d'Horizons, a vanté l'écologie des « petits pas », rappelant qu'elle avait inauguré d'innombrables autoroutes à crapauds et autres ponts à hérissons.

Mue. A l'autre bout du spectre politique, le président du RN Jordan Bardella a surpris l'auditoire avec la mue de son parti sur les sujets écologiques, pris d'habitude sous l'angle de l'irritant. Le parti a médiatisé avec succès ces derniers mois des polémiques sur les ZFE, les certificats d'économie d'énergie (CEE) et ceux du biogaz, les thermostats des radiateurs, les chaudières, la facture d'électricité, les subventions aux énergies renouvelables... Mais le discours de Jordan Bardella était tout autre jeudi soir.

« L'écologie est dans le cœur des Français une valeur universelle, a déclaré le président du RN, c'est l'amour du beau, la science par la

Pour Michel Barnier (LR), l'écologie est un sujet « très grave, trop grave pour être laissé aux seuls écologistes, aux Verts très foncés que nous avons [en France]. Il faut que les autres partis s'en occupent sincèrement, ce qui n'a pas été le cas de mon parti par le passé »

quelle on a conscience de la fragilité du monde qui nous entoure, l'envie de transmettre notre pays, nos paysages, notre patrimoine vivant, a-t-il déclaré devant un auditoire circonspect. Et cette conscience devient encore plus prégnante dans le contexte du réchauffement climatique. »

Le coût de la transition écologique et la question de savoir qui va le payer est un grand impensé du débat politique, comme le rappellent régulièrement le président de France Industrie, Alexandre Saubot, ou encore l'économiste Christian Gollier. Comme ce dernier l'explique dans son récent ouvrage *Economie de l'inaction climatique*, chaque citoyen s'attend à être entièrement compensé, euro pour euro, du coût des politiques climatiques. Hier la taxe carbone, aujourd'hui les engrais importés... Pour l'ex-président de la Toulouse School of Economics, ce conte de fées conforté par nos élus est catastrophique, car il repousse encore « les politiques climatiques qui impliquent de la sueur et des larmes ».

Jeudi soir, seuls deux intervenants ont été moins optimistes. Michel Barnier (LR) a déclaré que l'écologie était un sujet « très grave, trop grave pour être laissé aux seuls écologistes, aux Verts très foncés que nous avons [en France]. Il faut que les autres partis s'en occupent sincèrement, ce qui n'a pas été le cas de mon parti par le passé », a-t-il reconnu. Eric Coquerel a insisté sur le coût de l'inaction climatique et estimé que l'argent nécessaire pour investir était chez « les très grandes entreprises et les ultra riches ».

J.G.E.



SIPA PRESS

Marine Tondelier (Verts) et Jordan Bardella (RN) figuraient parmi les représentants politiques intervenant jeudi soir au World Impact Summit, à la Grande halle de la Villette, à Paris.

Muriel Motte
@murielmotte X